

ECO *By Lodj* BUSINESS

05
octobre
26

www.lodj.ma

ÉDITO

PME

TPE

STARTUP

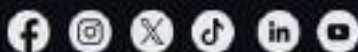
Le moment de vérité économique

DROIT D'INVENTAIRE ÉCONOMIQUE

QUEL EST L'ÉTAT RÉEL DE L'ÉCONOMIE MAROCAINE
AU MOMENT DE LA PASSATION ?



@lodjmaroc



SOMMAIRE

EDITO

LE MOMENT DE VÉRITÉ ÉCONOMIQUE

Croissance à 4 % : le Maroc entre reprise agricole et ralentissement industriel

Agriculture : un rebond spectaculaire, mais une dépendance persistante à la météo

Industrie : le signal d'alerte du deuxième trimestre

Emploi : la croissance marocaine doit enfin produire davantage de travail

Pouvoir d'achat : l'inflation ralentit, mais les prix ne reviennent pas en arrière

Investissement public : le Maroc construit beaucoup, mais transforme-t-il assez ?

Finances publiques : quelle marge de manœuvre pour le nouveau gouvernement ?

L'État social : une transformation historique à financer durablement

Eau, énergie, alimentation : le triangle des nouvelles souverainetés

Entreprises publiques : le chantier discret de l'efficacité économique

PME : le maillon faible de la transformation économique

Exportations : le Maroc doit passer de l'intégration à la montée en gamme

Les 100 premiers jours : cinq décisions économiques pour le nouveau gouvernement

Le véritable enjeu : construire une croissance moins dépendante des cycles

**ECO
BUSINESS**

By Lodi



Imprimerie Arrissala



OCTOBRE | 2026

PRÉSIDENT ARRISSALA SA : HASSAN SENTISSI EL IDRISSE
CEO DE L'ODJ MÉDIA : ADNANE BENCHAKROUN

ÉQUIPE DE RÉDACTION : LYCHA JAIMSSY MBELE - MAMOUNE ACHARKI
MAMADOU BILALY COULIBALY

MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIRON

WEBDESIGNER / COUVERTURE / ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma



By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UNE BANQUE,

Mais elle investit
dans votre intelligence.



CHAQUE JOUR, NOUS PLAÇONS L'ESSENTIEL
AU BON ENDROIT : **DANS VOTRE ESPRIT.**

WWW.LODJ.MA

EDITO

LE MOMENT DE VÉRITÉ ÉCONOMIQUE

Entre les promesses de la campagne et la réalité des chiffres, le Maroc change de gouvernement avec une économie plus résistante, mais aussi plus exposée.

Une passation politique ne se résume jamais à la remise des clés d'un ministère. Elle transmet aussi des engagements, des dettes, des réformes inachevées, des projets lancés, des urgences sociales et des équilibres budgétaires parfois fragiles.

Le nouveau gouvernement héritera d'une économie qui n'est ni en crise profonde ni en situation de confort. Au deuxième trimestre 2026, le PIB a progressé de 4 %, contre 5,8 % un an auparavant. Cette croissance est surtout portée par le rebond agricole, alors que les activités non agricoles ralentissent fortement.

Ce dossier propose un véritable droit d'inventaire économique : qu'est-ce qui a été réalisé ? Quels résultats sont mesurables ? Quels engagements restent inachevés ?

Quelles contraintes financières, sociales et environnementales le nouveau gouvernement devra-t-il affronter ?

L'objectif n'est ni de distribuer des bons points ni d'organiser un procès politique. Il s'agit de confronter les annonces aux résultats, les stratégies aux réalisations et les promesses aux moyens disponibles.

Le marché du travail, le pouvoir d'achat, l'industrie, l'eau, l'énergie, l'investissement public et l'État social seront examinés à partir des données disponibles. La question centrale est simple : dans quel état économique le nouveau gouvernement prend-il les commandes du pays ?

La réponse ne sera ni totalement rassurante ni totalement alarmiste. Elle sera plus utile : documentée, contradictoire et tournée vers les décisions à prendre.



By Lodj

L'ODJ MÉDIA

N'EST PAS UNE ASSURANCE,



FAKE
NEWS

Mais elle
vous protège
des **fake news.**

CHAQUE JOUR, NOUS PRÉSERVONS VOS IDÉES
ET VOTRE ESPRIT DES MANIPULATIONS.

W W W . L O D J . M A

CROISSANCE À 4 % : LE MAROC ENTRE REPRISE AGRICOLE ET RALENTISSEMENT INDUSTRIEL

Le rebond agricole soutient les comptes nationaux, mais la faiblesse des activités non agricoles révèle une croissance vulnérable.

Accroche

Le Maroc avance, mais son moteur économique ne tourne pas à la même vitesse partout.

Position éditoriale

La croissance doit être évaluée par sa composition, ses moteurs et sa capacité à produire durablement de l'emploi.

Angle éditorial

Quel est le véritable moteur de la croissance au moment de la passation ?

Au deuxième trimestre 2026, le PIB en volume a progressé de 4 %, contre 5,8 % un an auparavant. L'agriculture a bondi de 21,2 %, tandis que les activités non agricoles n'ont progressé que de 1,5 %. Le secteur secondaire a reculé de 3,9 %.

Le contraste est important. Une bonne campagne agricole soutient les revenus ruraux, la consommation et l'agroalimentaire, mais elle ne règle ni les problèmes industriels ni le chômage structurel. L'industrie extractive a reculé de 28,6 % et les industries de transformation de 3,2 %.

Le tertiaire demeure plus résilient : services financiers, éducation, santé, hébergement et restauration progressent. Le nouveau gouvernement devra toutefois accélérer l'investissement productif, renforcer les chaînes de valeur locales et soutenir les PME.

Le chiffre de 4 % confirme la résistance de l'économie, mais souligne l'urgence d'une croissance moins dépendante de l'agriculture et davantage portée par la productivité, l'industrie et les services à forte valeur ajoutée.



AGRICULTURE : UN REBOND SPECTACULAIRE, MAIS UNE DÉPENDANCE PERSISTANTE À LA MÉTÉO

La progression de 21,2 % améliore les perspectives sans régler les fragilités du monde rural.

Accroche

L'agriculture revient au centre des comptes nationaux après plusieurs années de sécheresse.

Position éditoriale

Il faut saluer le rebond sans le confondre avec une transformation structurelle.

Angle éditorial

La reprise agricole est-elle durable ou seulement un répit climatique ?

La valeur ajoutée agricole a progressé de 21,2 % au deuxième trimestre 2026, tandis que la pêche a augmenté de 15,9 %. Cette évolution soutient les revenus ruraux et les activités de transport, de commerce et de transformation.

Mais le secteur reste exposé à la rareté de l'eau et à l'irrégularité climatique.

Le Maroc doit produire mieux avec moins d'eau, réduire les pertes et développer la transformation locale.

Il doit aussi arbitrer entre exportations agricoles, consommation hydrique et sécurité alimentaire.

La modernisation peut accroître la productivité, mais elle peut aussi réduire les besoins en main-d'œuvre.

Elle doit donc être accompagnée par l'agro-industrie, la formation, l'assurance agricole et le développement des services ruraux. Le nouveau gouvernement devra transformer cette bonne campagne en stratégie de résilience, au lieu de repousser les décisions difficiles sur l'eau et la sécurité alimentaire.



INDUSTRIE : LE SIGNAL D'ALERTE DU DEUXIÈME TRIMESTRE

Le recul de l'industrie extractive et des industries de transformation pose la question de la solidité du modèle productif.

Accroche

Les grands projets se multiplient, mais plusieurs branches industrielles ralentissent.

Position éditoriale

L'industrialisation doit être évaluée par la production, la valeur ajoutée locale, l'emploi et l'intégration des fournisseurs.

Angle éditorial

Le Maroc monte-t-il réellement en gamme ?

La valeur ajoutée du secteur secondaire a reculé de 3,9 % au deuxième trimestre 2026. L'industrie extractive a diminué de 28,6 % et les industries de transformation de 3,2 %.

Le Maroc dispose de bases solides dans l'automobile, l'aéronautique, les phosphates et l'agroalimentaire.

Mais une partie de la valeur reste liée aux intrants importés et à la demande extérieure.



L'étape suivante doit être celle de l'intégration locale : composants, fournisseurs, recherche et ingénierie.

Les aides publiques devront être liées à des objectifs d'emploi, de formation, d'innovation et d'exportation.

Le Maroc attire l'industrie ; il doit maintenant la diffuser dans l'économie et la faire monter en gamme.

EMPLOI : LA CROISSANCE MAROCAINE DOIT ENFIN PRODUIRE DAVANTAGE DE TRAVAIL

Le marché du travail reste le principal test de crédibilité économique.

Accroche

Une économie peut croître sans créer suffisamment d'emplois et attirer des investissements sans réduire le chômage des jeunes.

Position éditoriale

L'emploi doit devenir l'indicateur principal de l'efficacité économique.

Angle éditorial

Le Maroc produit-il suffisamment d'emplois pour sa jeunesse ?

Le HCP a lancé en 2026 une nouvelle Enquête sur la main-d'œuvre, avec une définition du chômage strict, une mesure élargie de la sous-utilisation du travail et un échantillon porté à 135.000 ménages.

Cette réforme rend mieux visibles les jeunes découragés, l'informalité et la faible participation féminine. Le prochain gouvernement devra cibler les jeunes, les femmes, les diplômés et les territoires défavorisés.

Les programmes de formation devront être évalués sur les emplois durables créés.

La formalisation doit être progressive, accompagnée d'un accès simple à la protection sociale, au financement et à la commande publique.

La croissance ne sera inclusive que lorsqu'elle transformera le potentiel humain en revenus et en autonomie.



POUVOIR D'ACHAT : L'INFLATION RALENTIT, MAIS LES PRIX NE REVIENNENT PAS EN ARRIÈRE

La modération de la hausse des prix ne signifie pas automatiquement une amélioration du niveau de vie.

Accroche

Les statistiques s'améliorent, mais le panier des ménages reste marqué par les hausses précédentes.

Position éditoriale

Il faut distinguer baisse de l'inflation et baisse des prix.

Angle éditorial

La maîtrise de l'inflation suffit-elle à restaurer le pouvoir d'achat ?

Au deuxième trimestre 2026, la hausse implicite des prix est revenue à 0,4 %, contre 1,7 % un an auparavant. Cette modération est positive, mais elle ne signifie pas que les prix ont retrouvé leur niveau antérieur.

Le pouvoir d'achat dépend des salaires, du logement, de l'alimentation, du transport, de la santé et de la stabilité de l'emploi. Les ménages modestes restent les plus exposés.

Le prochain gouvernement devra articuler aide sociale, politique de concurrence, revenus et services publics. La maîtrise de l'inflation est nécessaire, mais l'objectif est la capacité des familles à vivre, se soigner, se loger et épargner.



INVESTISSEMENT PUBLIC : LE MAROC CONSTRUIT BEAUCOUP, MAIS TRANSFORME-T-IL ASSEZ ?

Les grands projets renforcent les infrastructures, mais leur réussite dépend de leurs retombées.

Accroche

Routes, ports, réseaux d'eau et énergie transforment le territoire.

Position éditoriale

L'investissement doit être évalué par son impact, non par le montant mobilisé.

Angle éditorial

Les grands projets produisent-ils assez de richesse ?

L'investissement brut représente 35,6 % du PIB au deuxième trimestre 2026.

Cette dynamique soutient l'activité, mais accroît les besoins de financement.

Un port, une ligne ferroviaire ou une infrastructure hydraulique ne produit pas automatiquement de la croissance.

Il faut mesurer les emplois créés, les entreprises intégrées, les délais réduits et les économies générées.

Le Maroc doit passer d'une logique de construction à une logique d'impact.

Les partenariats public-privé doivent être transparents et la commande publique davantage ouverte aux PME.



FINANCES PUBLIQUES : QUELLE MARGE DE MANŒUVRE POUR LE NOUVEAU GOUVERNEMENT ?

Le prochain exécutif devra financer l'État social et l'investissement tout en maîtrisant les équilibres financiers.

Accroche

Une passation transmet aussi des engagements financiers et des dépenses récurrentes.

Position éditoriale

Le débat budgétaire doit distinguer dépense productive, dépense sociale et dépense inefficace.

Angle éditorial

Le nouveau gouvernement pourra-t-il financer ses promesses ?

Le besoin de financement de l'économie nationale a atteint 5 % du PIB au deuxième trimestre 2026, contre 2,4 % un an auparavant. L'investissement brut dépasse l'épargne nationale.

L'endettement peut soutenir la croissance lorsqu'il finance des capacités productives. Il devient préoccupant lorsque la dépense ne génère ni rendement ni amélioration durable des services.

La passation devrait être accompagnée d'un état financier complet : dépenses engagées, projets, contrats, garanties publiques et dette des établissements publics.

Chaque promesse devra être associée à un coût, un calendrier et une source de financement.



L'ÉTAT SOCIAL : UNE TRANSFORMATION HISTORIQUE À FINANCER DURABLEMENT

La généralisation de la protection sociale constitue un acquis majeur, mais son efficacité dépendra de la qualité des services.

Accroche

La protection sociale modifie la relation entre l'État et les citoyens.

Position éditoriale

Elle doit être évaluée par ses effets réels sur les ménages.

Angle éditorial

Le Maroc a-t-il construit un État social efficace et soutenable ?

La généralisation de la protection sociale répond à une demande ancienne. Mais la couverture ne suffit pas si les soins restent difficiles d'accès.

Les priorités sont le ciblage, la qualité, la soutenabilité financière et l'équité territoriale.

L'assurance maladie doit réduire le reste à charge et améliorer l'accès aux médicaments, aux médecins et aux établissements. L'État social doit aussi inclure l'éducation, le logement, la formation et l'emploi.



Le prochain gouvernement devra suivre la couverture réelle, les délais d'accès aux soins, les écarts régionaux et l'impact sur la pauvreté.

L'État social sera jugé sur la vie quotidienne des familles.

EAU, ÉNERGIE, ALIMENTATION : LE TRIANGLE DES NOUVELLES SOUVERAINETÉS

Le Maroc doit sécuriser trois ressources stratégiques qui conditionnent sa croissance.

Accroche

La souveraineté économique suppose de garantir l'accès aux ressources essentielles.

Position éditoriale

Ces trois dossiers doivent être traités ensemble.

Angle éditorial

Le Maroc dispose-t-il des ressources nécessaires pour soutenir sa croissance ?

Le stress hydrique affecte l'agriculture, l'industrie et les villes.

Le dessalement, la réutilisation et les transferts sont indispensables, mais exigent de l'énergie et une gouvernance stricte.

La transition énergétique doit réduire la dépendance extérieure et le coût pour les entreprises. La sécurité alimentaire impose un équilibre entre exportations, eau et approvisionnement intérieur.

Le nouveau gouvernement devra relier eau, agriculture, énergie, industrie et aménagement du territoire.

La croissance future dépendra de la sécurisation de ses conditions physiques.



ENTREPRISES PUBLIQUES : LE CHANTIER DISCRET DE L'EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE

La réforme des établissements publics reste déterminante pour améliorer la qualité de la dépense et des services.

Accroche

Les entreprises publiques sont présentes dans presque tous les secteurs stratégiques.

Position éditoriale

La réforme vise la gouvernance et l'efficacité, pas seulement la privatisation.

Angle éditorial

Comment en faire un levier de développement ?

Les établissements publics portent des investissements et assurent des services essentiels.

Leur poids impose davantage de transparence sur les dettes, garanties et résultats.

Il faut distinguer mission de service public et activité commerciale. Le prochain gouvernement devrait publier une cartographie du secteur public économique, avec missions, résultats, besoins et risques.

La réforme peut libérer des ressources et améliorer les services à condition de reposer sur l'évaluation.

L'État doit conserver le contrôle des secteurs stratégiques tout en imposant une véritable culture de performance.



PME : LE MAILLON FAIBLE DE LA TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE

Les petites et moyennes entreprises représentent l'essentiel du tissu productif, mais restent fragiles.

Accroche

Le Maroc attire de grands investissements tandis qu'une multitude d'entreprises demeure sous-financée.

Position éditoriale

Aucune stratégie ne peut réussir sans renforcer les PME.

Angle éditorial

Comment en faire de véritables partenaires industriels ?

Les PME affrontent le financement difficile, les délais de paiement, la complexité administrative et le manque de compétences.

Le prochain gouvernement devra renforcer les garanties, les fonds propres et les solutions de financement alternatives.

La commande publique doit être mieux adaptée aux petites structures. Les grands écosystèmes industriels doivent intégrer des fournisseurs marocains.

La digitalisation, la formation et l'accès à l'exportation sont indispensables.

Le Maroc ne peut bâtir une économie compétitive avec quelques grandes entreprises performantes et une multitude de petites structures vulnérables. La croissance doit circuler.



EXPORTATIONS : LE MAROC DOIT PASSER DE L'INTÉGRATION À LA MONTÉE EN GAMME

Les exportations progressent, mais la valeur ajoutée locale et la diversification restent les vrais défis.

Accroche

Les exportations de biens et services ont progressé de 7,6 %, tandis que les importations augmentent de 9,1 %.

Position éditoriale

La réussite se mesure à la valeur ajoutée créée au Maroc.

Angle éditorial

Le Maroc exporte-t-il suffisamment de valeur ?

Le Maroc s'est intégré dans l'automobile, l'aéronautique, les phosphates, l'agroalimentaire et le textile.

Mais une partie des intrants reste importée. L'étape suivante est celle des composants, de la conception, de l'ingénierie et de la recherche.

La diversification géographique est nécessaire.

Les normes carbone et la traçabilité deviendront des conditions d'accès aux marchés.

Le Maroc a prouvé qu'il pouvait exporter ; il doit maintenant créer davantage de valeur avant d'exporter.



LES 100 PREMIERS JOURS : CINQ DÉCISIONS ÉCONOMIQUES POUR LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

La passation doit produire une feuille de route immédiatement lisible.

Accroche

Un nouveau gouvernement dispose de peu de temps avant d'être rattrapé par les urgences.

Position éditoriale

Les premiers mois doivent servir à diagnostiquer, prioriser, financer et rendre compte.

Angle éditorial

Quelles décisions peuvent transformer la confiance politique en confiance économique ?

La première décision devrait être la publication d'un état des lieux économique complet.

La deuxième doit concerner l'emploi des jeunes, des femmes et des diplômés. La troisième doit cibler l'industrie et l'intégration des fournisseurs marocains.

La quatrième priorité est le pouvoir d'achat, à travers les revenus, la concurrence et les services publics. La cinquième concerne l'eau et l'énergie.

Chaque ministère devrait publier des objectifs, un calendrier et un budget.

Les 100 premiers jours ne régleront pas tout, mais ils peuvent fixer une méthode de gouvernement fondée sur l'exécution et l'évaluation.



LE VÉRITABLE ENJEU : CONSTRUIRE UNE CROISSANCE MOINS DÉPENDANTE DES CYCLES

Le Maroc doit passer d'une économie résiliente à une économie réellement transformatrice.

Accroche

Le pays a résisté à plusieurs chocs, mais résister ne suffit plus.

Position éditoriale

La prochaine étape est une croissance productive, inclusive et durable.

Angle éditorial

Le nouveau gouvernement saura-t-il transformer la résilience en puissance économique ?

La croissance de 4 % confirme la capacité d'adaptation du Maroc, mais révèle les limites du modèle actuel.

L'agriculture progresse, l'industrie ralentit et la demande intérieure alimente les importations.

Le pays doit améliorer la productivité par la digitalisation, la formation, l'innovation et la modernisation des entreprises.

Il doit renforcer la qualité de l'emploi, valoriser ses ressources et réduire les écarts territoriaux.

Le droit d'inventaire doit déboucher sur un droit à l'exigence : l'ancien gouvernement doit être évalué sur ses résultats et le nouveau sur sa capacité à corriger les faiblesses identifiées.

La croissance ne sera un tournant que si elle produit davantage d'emplois, de revenus, de valeur locale et de confiance.



By Lodi



LE MONDE EN CHIFFRES

Lisez ECOBUSINESS sur PressPlus et accédez
à une analyse approfondie de l'actualité
économique marocaine et internationale.

www.pressplus.ma

